

Fonds Chaleur : “dans les clous” du Grenelle pour 2012, mais pas pour 2020

Pour 2012, le budget du Fonds Chaleur pourrait être d'un niveau comparable à celui de 2011. C'est ce qu'a estimé Virginie Schwarz, directrice exécutive des programmes de l'Ademe, lors d'une conférence de presse la semaine dernière. Sur la tendance actuelle, le Fonds Chaleur est “dans les clous” pour atteindre l'objectif de production de chaleur renouvelable fixé pour 2012 par le “Grenelle”. Par contre, ajoute-t-on à l'Ademe, il n'est “pas évident” que l'objectif 2020 puisse être atteint, car cela supposerait une forte augmentation du Fonds Chaleur dans les années qui viennent, augmentation peu vraisemblable à l'heure des économies budgétaires. Sur la base d'un scénario d'évolution avec un budget stable du Fonds Chaleur, celui-ci pourrait permettre une substitution annuelle d'énergie fossile supplémentaire de quelque 2,6 Mtep en 2020, alors que le “Grenelle” prévoyait 3,8 Mtep, reconnaît-on à l'Ademe.

L'Ademe constate aujourd'hui une “montée en puissance” des demandes déposées pour des petits et moyens projets, et ce particulièrement en provenance de collectivités territoriales. L'agence souhaite que, à terme, tous ces petits et moyens projets aidés par le Fonds Chaleur soient sélectionnés sur appels à projets régionaux. Cela a commencé l'an passé et cela concerne aujourd'hui à peu près la moitié des régions. < Mais les autres régions s'y préparent, précise-t-on à l'Ademe. Plusieurs appels à projets pourraient être lancés annuellement dans certaines régions. >

PAC géothermiques : le marché européen va repartir en 2012

Après avoir baissé en 2010 pour la deuxième année consécutive (- 2,9%, contre - 6,6% en 2009), à 103 846 unités (contre 105 000 en 2007), le marché européen des PACg (c'est-à-dire l'ensemble des PAC eau glycolée-eau, sol-eau, sol-sol et eau-eau) devrait amorcer en 2011 une “timide” relance et repartir à la hausse en 2012. C'est ce que prévoit une récente étude d'EurObserv'ER. Cette étude anticipe un parc européen de quelque 2,6 millions d'unités en 2020, contre 1,01 million à fin 2010 et 913 147 fin 2009. < Les difficultés actuelles du marché sont plus conjoncturelles que structurelles, et les grands acteurs de la filière restent confiants sur les perspectives de croissance, tant pour le secteur des maisons individuelles que pour celui des bâtiments collectifs, tertiaires et industriels >, précise l'étude.

Derrière la Suède et l'Allemagne, la France est restée en 2010 le troisième marché européen de la PACg, avec un parc à fin 2010 de 151 938 unités (contre 139 688 un an plus tôt), ajoute l'étude. Elle précise toutefois que, l'an passé, le nombre de PACg vendues dans l'Hexagone a baissé de 21%, à 12 250, après avoir déjà subi une baisse de 28,6% en 2009. < Outre l'environnement économique défavorable, la filière française souffre d'un problème d'image, estime l'étude. La forte croissance de la filière jusqu'en 2008, générée par le crédit d'impôt, n'a pas été bien accompagnée. La filière a pâti du manque de formation de certains installateurs, qui ont réalisé des contre-performances. Une relance du marché ne pourra pas se passer d'une campagne de communication. > C'est seulement en comblant, d'abord, ce déficit d'image que l'on pourra envisager ensuite une croissance “solide”, poursuit l'étude.

Domotique : marché bien orienté, mais...

Selon une étude de Xerfi, le marché français de la domotique, qui a progressé sur un rythme de plus de 6% par an entre 2003 et 2010, progressera, d'ici 2013, sur un rythme “proche” de celui enregistré les années passées. < A plus long terme, ajoute l'étude, les perspectives sont encore plus encourageantes. > Mais “certains risques à court terme doivent être pris en compte”, prévient l'étude. < Malgré d'indéniables facteurs structurels de croissance, le marché reste vulnérable, souligne Xerfi. La profession devra notamment composer avec un contexte conjoncturel dégradé. Par ailleurs, d'importants blocages subsistent chez les utilisateurs et les professionnels de l'immobilier. Rares sont les promoteurs français à recourir à la domotique, y compris dans les programmes immobiliers haut de gamme. Hormis des questions de coûts, les Français sont encore assez réfractaires aux nouvelles technologies appliquées aux bâtiments. >

Ces freins, toutefois, peuvent être levés, estime Xerfi, et ce notamment en accentuant la communication grand public et en mettant en place des retours d'expérience entre installateurs et architectes. Xerfi préconise de consolider le marché, également, par la croissance externe et par des partenariats technologiques “intra ou inter-sectorielles”. Par ailleurs, selon des études récentes de MarketsandMarkets, le marché mondial des systèmes domotiques passera de 16 888 millions de dollars in 2011 à 35 627 millions en 2016, tandis que celui des systèmes pour les autres types de bâtiments totalisera 82 137 millions de dollars en 2016 (contre 41234 millions en 2011).